

## Compte rendu réunion du 20 novembre 08

### 1. Préparation du rendez-vous avec l'inspecteur d'Académie

Une précédente réunion du 08 novembre est utilisée comme toile de fond pour nos réflexions.

- Présenter l'association. Amener les délibérations et les pétitions
- Pourquoi nous venons le voir :

-STOP ! Le seuil plancher est atteint pour le nombre d'écoles et de classes. En dessous, nous n'offrons plus de d'attractivité pour l'installation de familles ou couples. Pour rappel la moitié des écoles de nos cantons ont fermé depuis les années 80.

Ce serait la mise en place d'une politique de désertification du territoire. Elle mettrait en péril les politiques municipales visant à attirer les jeunes. Rappelons que le RPI du Larboust est passé d'une trentaine d'élèves à 54 actuellement.

Plusieurs notent le risque de que l'IA nous réfute qu'il vient du rural, qu'il ne précède pas la désertification mais qu'il la suit.

-Nous savons que les EPEP vont être mis en place rapidement, après le vote de janvier. Nous ne voulons pas de ce dispositif où sont pris les effectifs globaux du canton pour faire moyenne et supprimer ainsi des classes. Ce rassemblement d'écoles avec un seul directeur sera proposé avec des mesures fiscales intéressantes pour pousser les élus à le demander. Ce système a pour objectif de faire des économies : moins de classes, moins de frais de personnel. Quand est-il du transport scolaire ? Qui le financera ? Les communautés de communes ?

Il ne faut pas lors de l'entretien oublier que l'IA a pour objectif de faire des économies, c'est un comptable.

-Nous sommes en Haute-Garonne mais nos attentes sont différentes de celles de l'agglomération toulousaine : Une différence géographique incontestable (voir la loi montagne). Nous avons une contrainte géographique d'accès aux écoles (temps de trajet allongé et conditions climatiques). Exemple des enfants de Ger de Boutx qui ont 45 minutes de transport pour aller à l'école de Sengouagnet et passe le col des Ares. Exemple de l'IEN qui n'a pu se rendre au RPI de Cazeaux-Oô l'an dernier à cause de la neige, des parents ont du le récupérer.

Nous sommes dans des cantons très fragilisés avec un taux de rmistes largement au-dessus de la moyenne nationale. Le coût du déplacement est très important dans le budget d'un foyer. L'école de proximité où les enfants vont à pied est nécessaire.

Notre isolement géographique entraîne des problèmes d'accès aux structures d'aides aux enfants en difficulté : temps et coût de transport. De petits effectifs aident à pallier un minimum ces déficiences. Il y a une contradiction entre de gros effectifs et l'aide personnalisée.

Les élus, les parents et les enseignants ont besoin de garanties sur le maintien des classes et des écoles pour pouvoir mener à bien des projets. C'est une spirale : il faut des garanties pour pouvoir porter des projets.

-Des zones de montagne existent tout autour de nous : Hautes-Pyrénées, Catalogne. Basons-nous sur le modèle ariégeois. Nous voulons un cadre écrit.

Nous ferons un compte rendu de cette rencontre avec copie envoyée à l'IA, adhérents, médias. Nous insisterons que la population locale suit cette rencontre de très près et qu'elle est prête à réagir.

Il faut partir avec la date d'un prochain rendez-vous. Il faut une réponse, un cadre et des actes.

Il faut demander à un élu représentatif des trois cantons de nous accompagner. Nous demanderons à JL Idiart.

## 2. Les Frontignes

Nous décidons de contacter les maires concernés pour savoir s'ils sont intéressés par notre démarche

## 3. Etat de veille de l'opinion

Toute l'association se sent visée par l'appel d'offre et décide d'écrire son mécontentement : argent public utilisé de façon malsaine pour un climat délétère, l'association loi de 1901 se sent visée. La lettre sera envoyée à Ms le ministre de l'Education Nationale, le préfet, le sous-préfet et le député.